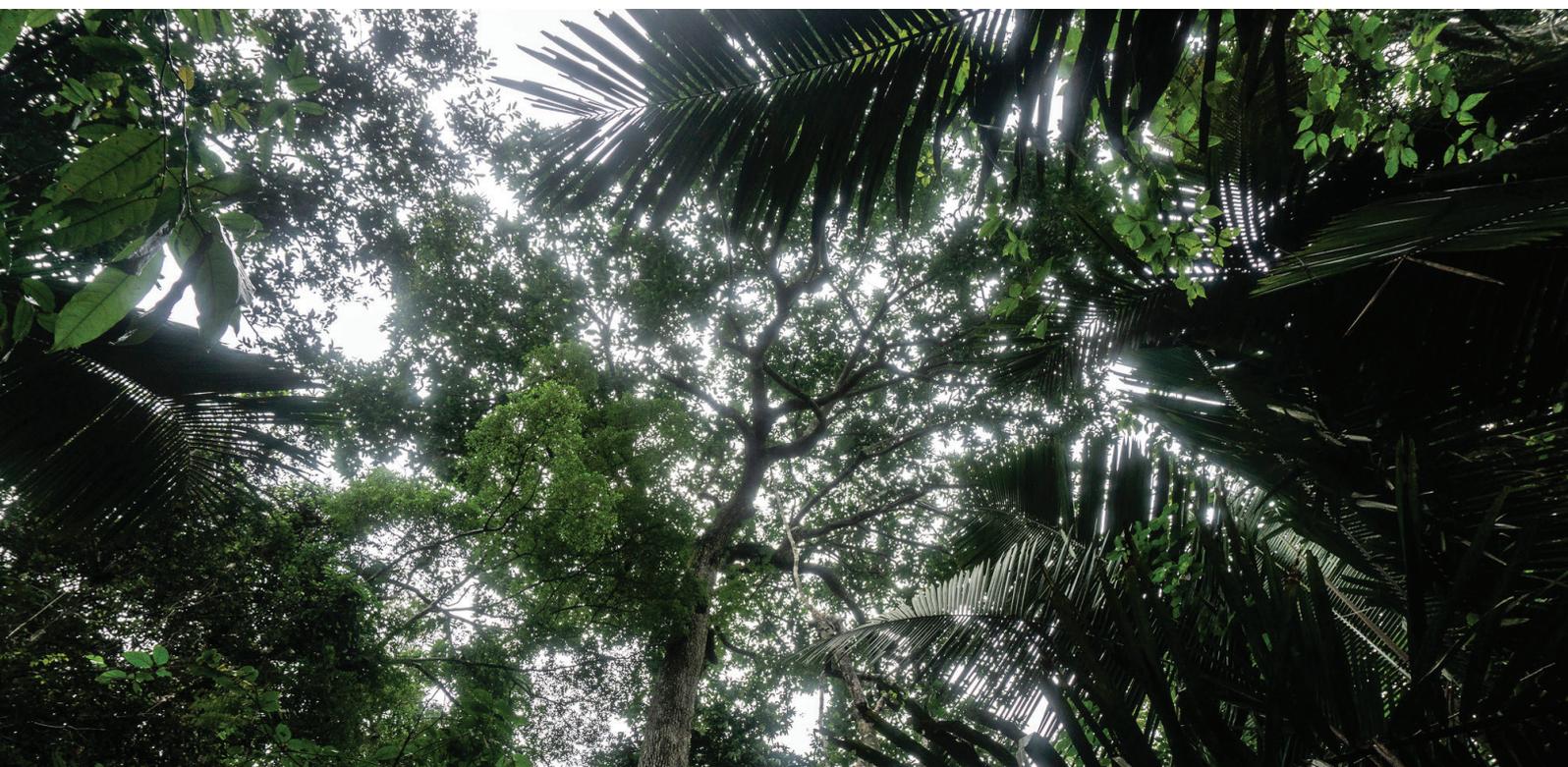


L'INSTITUTO SOCIOAMBIENTAL & LE PEUPLE WAIWAI EN AMAZONIE :

S'INSPIRER DES ORGANISMES BRÉSILIENS QUI LUTTENT POUR LA PRÉSERVATION DES DROITS DES PEUPLES TRADITIONNELS ET DE LEURS TERRITOIRES

juin 2021 **Marion Bruère**



Castanheira-de-para
photo Instituto Socio Ambiental

Signé **PAP**, n°51

Soucieux d'assurer la transition énergétique et, plus généralement, la transition de nos sociétés vers le développement durable, 60 professionnels de l'aménagement se sont réunis en association afin de promouvoir le rôle central que les démarches de paysage peuvent jouer dans les politiques d'aménagement du territoire.

Merci de la diffusion que vous pourrez donner à cet article !



J'ai travaillé pendant sept ans, au sein de l'association Terre et Cité, pour un aménagement respectueux des acteurs et du territoire agricole sur le plateau de Saclay. Afin de découvrir comment, à une échelle plus large et dans un contexte bien différent, les organismes non-gouvernementaux agissent au Brésil pour la préservation de l'Amazonie, j'ai pu m'engager dans un volontariat auprès de l'Instituto Socioambiental (ISA) entre octobre 2020 et avril 2021¹.

¹ Cet organisme agit pour la protection des droits et territoires des peuples indigènes, quilombolas (peuples afro-brésiliens descendants des esclaves) et autres peuples traditionnels du Brésil. L'institut est né en 1994 de la fusion de plusieurs organismes et réseaux militants, quelques années après l'adoption de la constitution brésilienne de 1988 dont un article prévoit la reconnaissance des peuples indigènes.

J'ai pu suivre les actions de l'équipe de l'état de Roraima, au Nord de l'Amazonie brésilienne, qui travaille avec les peuples *waiwai* et *yanomami*. Dans un contexte oppressant dû à l'arrivée de Jair Bolsonaro au pouvoir, à l'augmentation de la déforestation mais aussi à l'épidémie du Covid, quelles leçons tirer des apprentissages reçus au sein de l'ISA pour agir sur nos territoires franciliens ?

« Socioambiental se escreve junto » : socioambiental s'écrit en un seul mot²

10% de la biodiversité planétaire, 45 000 espèces de plantes et d'animaux vertébrés³, des centaines de nouvelles espèces recensées chaque année dans la plus grande forêt tropicale⁴ : contrairement à une image communément admise, « *la forêt est cultivée et gérée par les peuples indigènes* » rappelle Ailton Krenak, leader indigène brésilien. « *Il a fallu 12 000 ans aux Indiens pour former cette Amazonie* » note également Eduardo Goes Neves⁵, professeur en archéologie à l'université de Sao Paulo. Dans son rapport de mai 2019, l'IPBES⁶, organisme rattaché à l'ONU et travaillant sur la biodiversité, reconnaissait le rôle essentiel des savoir-faire des peuples autochtones pour la préservation des espaces naturels. Ce terme socioambiental créé par l'ISA propose de penser conjointement les enjeux liés à l'environnement et ceux liés aux populations locales.

Reconnaître les peuples et leurs liens aux écosystèmes

256 peuples indigènes sont recensés au Brésil, représentant environ 900 000 personnes, soit 0,47% de la population brésilienne et occupant 12,5% du territoire⁷. Parmi les peuples traditionnels, on compte également les *quilombolas* estimés à 16 millions de personnes⁸, les *seringueiros* qui exploitent le latex dans la forêt amazonienne et les *ribeirinhos* installés auprès des fleuves. Dans leur grande majorité, ces peuples vivent aujourd'hui dans et avec les espaces naturels au Brésil. Ce sont eux qui les gèrent.

2 Nous utilisons volontairement le terme « socioambiental » en portugais car la traduction « socio-environnemental » en français ne rend pas compte de ce que recherchaient les créateurs : « *Nous voulions la synthèse et non la juxtaposition* », comme le dit Marcio Santilli dans son livre « *Subvertendo a gramatica e outras crônicas socioambientais* ».

3 Chiffres tirés de documents du Ministère de l'Environnement « ARPA biodiversidade »

<http://arpa.mma.gov.br/wp-content/uploads/2012/10/arpaBiodiversidade.pdf>

4 Le système national brésilien des Unités de conservations (SNUC) géré par l'Institut Chico Mendes de conservation de la biodiversité (ICMBio) avec plus de 2 200 unités gérées aux échelles fédérales, régionales et municipales vise à permettre un usage durable ou une protection intégrale.

5 Eduardo Góes Neves, Professor Titular de Arqueologia Brasileira do Museu de Arqueologia e Etnologia da Universidade de São Paulo

<https://gamarevista.com.br/semana/o-que-sera-da-amazonia/entrevista-eduardo-goes-neves-floresta-amazonica/>

6 Résumé du Rapport sur l'évaluation mondiale de la biodiversité et des services écosystémiques : plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques

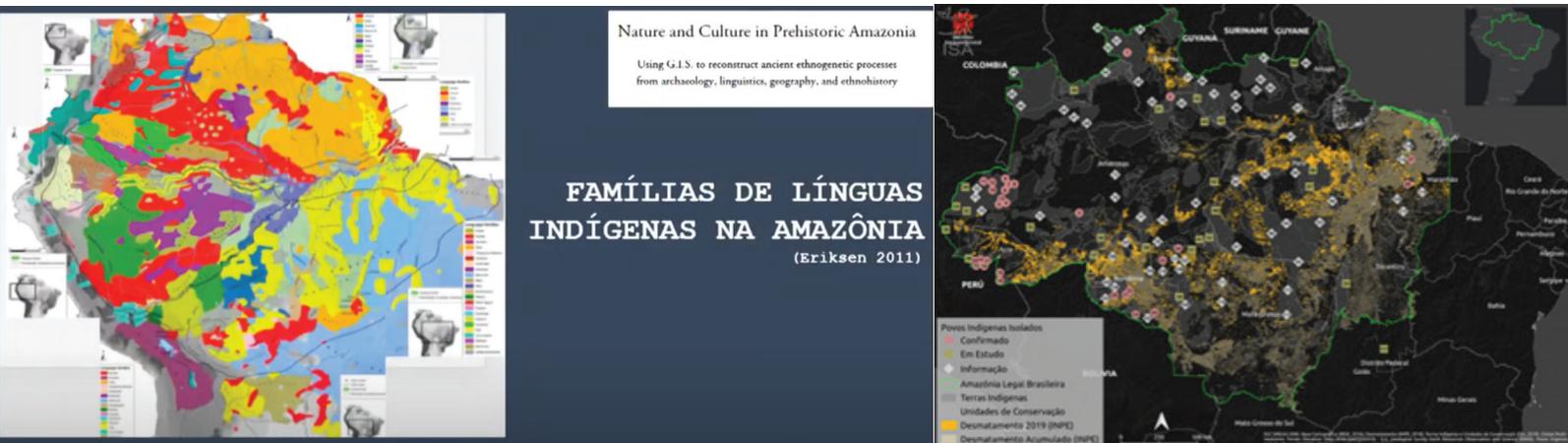
https://www.afbiodiversite.fr/sites/default/files/resume-IPBES_fr.pdf, Article B6. D5

7 Chiffres ISA à retrouver sur <https://pib.socioambiental.org>

8 Les *quilombolas* sont les descendants d'esclaves qui ont établi plus de 6 333 communautés autonomes, selon l'estimation de la Conaq (Coordenação Nacional de Articulação das Comunidades Negras Rurais Quilombolas).

Família de línguas indígenas na Amazonia Nature and Culture in Prehistoric Amazonia, Eriksen, 2011.
Plus de 150 langues parlées par les peuples indigènes du Brésil

Carte montrant la présence des peuples isolés du Brésil, ISA, 2020. 115 groupes indigènes isolés ne souhaitant pas être contactés
crédit : Instituto Socio Ambiental



Avant l'arrivée des Européens, 2 à 4 millions de personnes étaient réparties en plus de 1000 peuples selon Darcy Ribeiro, anthropologue brésilien. Ces peuples n'ont cessé d'être décimés depuis. En plus des violences exercées par les colonisateurs, les maladies d'origine européenne ont provoqué localement des milliers de morts. Aujourd'hui le Covid-19, la malaria et les maladies dues à l'utilisation du mercure par les orpailleurs affectent les peuples indigènes.

Une première étape, décisive pour la protection de ces peuples et de leurs territoires, a été la reconnaissance de leur existence et de leurs activités. Un travail anthropologique considérable, réuni dans de multiples études et documents audiovisuels, les a fait connaître⁹. Aujourd'hui 724 Terres indigènes (TI) sont recensées sur l'ensemble du territoire brésilien¹⁰.

Les organismes locaux continuent de lutter pour que les démarcations aboutissent et soient respectées¹¹. L'ISA travaille aussi pour la mise en place de plans de vigilance et d'occupation territoriale avec l'IEPE¹². Ces plans ont pour objectif de créer des chemins de ronde aux frontières, dans les endroits les plus vulnérables, de signaler l'entrée dans des territoires protégés, de créer des postes de surveillance et d'organiser des expéditions de surveillance entre peuples voisins.

L'économie de la forêt sur pied, le cas du peuple waiwai en Roraima. Développer une économie durable en lien avec les ressources

Pour enrayer le développement de l'économie qui détruit la forêt amazonienne (agriculture industrielle, exploitation du bois, extraction minière et activités illégales), le sociologue Ricardo Abramovay propose de développer une économie de la forêt sur pied. Fondée sur la préservation des écosystèmes par les populations qui en ont une très fine connaissance, cette économie développerait des chaînes de valeurs avec des produits récoltés dans la forêt sur pied.

L'ISA accompagne les peuples qui souhaitent le développement de cette économie et réfléchit également à la manière dont les services *socioambientaux* assurés par les peuples indigènes pourraient être valorisés, de manière monétaire ou non.

Un des exemples de cette économie de la forêt sur pied est la collecte de la noix du Brésil, castanha-da-amazonia, également connue sous le nom



Castanheira-de-para,
photo Instituto Socio Ambiental



Les noix présentes dans les « ouriços » de castanheira,
photo Instituto Socio Ambiental

de noix du Para . Les Waiwai sont reconnus pour la production de ces noix, contenues dans le fruit produit par le *Bertholletia excelsa*. 2500 personnes sont présentes sur les deux territoires indigènes waiwai et trombetas/mapuera en Roraima, au nord de l'Amazonie brésilienne¹⁴.

9 Un travail a été initié entre 1988 et 1994 par le *Núcleo de Direitos Indígenas*, un des organismes ayant donné naissance à l'ISA. Prouver l'existence de ces peuples était nécessaire afin de demander la démarcation de leur territoire. La démarcation est un processus administratif effectué par la Fondation Nationale de l'indien (FUNAI) qui garantit des droits territoriaux aux communautés.
10 <https://terrasindigenas.org.br>

11 Organisme responsable du respect de la législation environnementale à l'échelle fédérale, l'IBAMA (Instituto Brasileiro do Meio Ambiente e dos Recursos Naturais) le fait par la contrainte ou la mise en place d'éventuelles sanctions financières.

12 Avec l'IEPE, Instituto de Pesquisa e Formações Indígena.

13 Les activités d'extraction englobent toutes les activités qui prélèvent des ressources minérales, végétales ou animales dans les écosystèmes. Le terme recouvre alors des activités de collecte, mais peut également être utilisé pour des activités plus impactantes comme l'extraction de minéraux.

14 Les Waiwai vivent également dans d'autres régions de la Guyane. Le terme *waiwai* regroupe plusieurs ethnies qui parlent aujourd'hui majoritairement la langue *waiwai* de la famille linguistique du *karib*. Jusque dans les années 1980, une dizaine d'autres langues étaient également parlées.

Les différentes communautés vivent sur les territoires situés entre les fleuves Anaua et Jatapu et le long de ces deux fleuves. La forêt y est tropicale, pluviale et dense.

Pendant la période de récolte d'avril à août, en saison sèche, les familles vont vivre plusieurs semaines dans des bases au cœur des zones de récoltes. Elles ramassent collectivement, entassent, cassent et lavent les noix dans le fleuve, puis les font sécher et les emballent dans des sacs de 50 kg. Les zones de récoltes sont parfois accessibles par la route et d'autres seulement par bateau. Ce transport fluvial est soumis aux aléas de la météo et du niveau du fleuve. Certaines cascades peuvent être passées uniquement quand le niveau d'eau est élevé. Tout au long de la chaîne de production, des tris sont faits régulièrement jusqu'au hangar de stockage afin d'éliminer les noix altérées et de limiter le développement de champignons.

L'objectif des Waiwai et de l'ISA est d'augmenter la production pour pouvoir l'envoyer, en réduisant le nombre d'intermédiaires, au-delà des marchés locaux, vers de nouveaux acheteurs engagés dans des démarches équitables.



Malacao, maison commune du village de Jatapuzinho, Roraima
photo Instituto Socio Ambiental

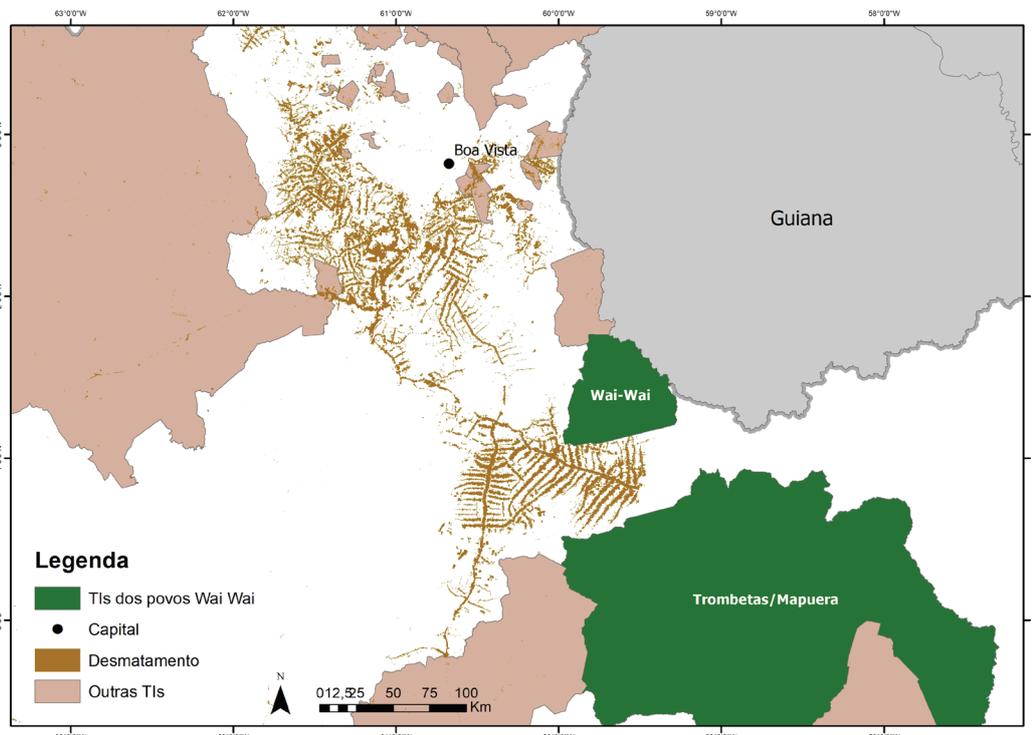


Répartition des villages le long du fleuve. Sous l'impulsion des non-indiens, les groupes locaux se sont regroupés dans des villages composés de maisons individuelles ces cinquante dernières années. Ils étaient habitués à vivre à plusieurs familles au sein d'une seule et grande maison, qui est utilisée actuellement pour les fêtes
crédit : Instituto Socio Ambiental

Délimitation de l'Amazonie Légale et de l'état Roraima, dont la capitale est Boa Vista, à la limite avec la Guyana
crédit : Instituto Socio Ambiental

Ces deux territoires indigènes (en vert foncé) représentent 4 377 000 ha / 43 770 km², soit 3,5 fois la superficie de la région Ile-de-France

crédit : Instituto Socio Ambiental



Les Waiwai ont créé des associations (APIW, APIWX e AIWA) pour mener collectivement ce projet sur chacun des territoires, en lien avec le réseau Origens Brasil¹⁵ qui vise à « promouvoir des marchés durables en Amazonie dans les aires prioritaires de conservation avec une garantie d'origine, de transparence, de traçabilité de la chaîne productive et promouvant le commerce équitable ». Le peuple waiwai a ainsi fourni depuis 2018 plusieurs dizaines de tonnes de noix par an à l'entreprise Wickbold, un grand fabricant qui vend ses pains aux noix dans tout le pays. Wickbold s'est engagé dans la démarche en proposant des avances de trésorerie et un prix trois fois supérieur à celui des marchés locaux.

Ces revenus permettent aux Waiwai d'acheter du matériel de chasse et de pêche. La récolte favorise également les commerçants qui vendent combustibles, transports, vêtements, aliments, outils, motos et moteurs de bateaux dans les villages. Pour les Waiwai, cette économie de récolte permet de faire perdurer une activité traditionnelle, collective et culturelle.

Plus ou moins proches des communautés, des espaces cultivés appelés *roças* existent aussi le long des fleuves. Cette agriculture de subsistance complète les produits de la pêche, de la chasse et de la collecte dans la forêt. Après avoir retiré et brûlé la végétation de ces *roças* entre août et novembre, les Waiwai y cultivent sans engrais de synthèse une multitude de fruits et légumes courants - bananes, ananas, orange, coco, canne à sucre, tubercules comme la patate douce, l'igname et le manioc. Ils vendent aussi des produits transformés comme le *mawkin*, farine de tapioca mêlée à de la noix torréfiée. Un travail est actuellement mené pour acheminer ces productions vers des commerces indépendants à Boa Vista, et les utiliser dans les cantines publiques grâce à des programmes institutionnels¹⁶.

Impliquer les populations dans la création de politiques publiques

L'ISA œuvre également pour faire respecter le droit des Waiwai à être consulté sur des projets impactant leur territoire et qu'ils puissent être force de proposition en matière de politiques publiques.

Plusieurs textes internationaux et nationaux imposent la consultation des peuples indigènes lors de projet impactant leur territoire¹⁷. Cependant sur le terrain, les consultations peinent à être mises en place.



1. Les "ourico" sont ramassés et ouverts pour récupérer les noix
photo Instituto Socio Ambiental



2. Les noix sont lavées, entreposées et mises en sac pour le transport
photo Instituto Socio Ambiental



3. Les noix sont transportées dans des sacs de 50 kg du campement de Japim à côté du Rio Anaua
photo Instituto Socio Ambiental

¹⁵ <http://www.origensbrasil.org.br>

¹⁶ Tels que le programme d'Acquisition d'Aliments (PAA) et le programme National de l'Alimentation Scolaire (PNAE) gérés par la société nationale d'approvisionnement (CONAB).

¹⁷ L'article 6 de la convention n°169 de l'Organisation Internationale du Travail (OIT, 1989) stipule que les gouvernements doivent consulter les peuples dans des processus appropriés et à travers leurs institutions représentatives. L'article 7 précise que les peuples doivent avoir le droit de choisir leurs propres priorités. L'article 231 de la constitution fédérale du Brésil de 1988 reconnaît l'importance de démarquer, de protéger et de faire respecter les biens des peuples indigènes.

Les études pour la démarcation des terres indigènes waiwai ont commencé en 1976, elles ont été stoppées en 1987 et le processus n'a pu aboutir qu'en 2007 avec son homologation en 2009¹⁸. Durant cette période, l'usine hydroélectrique de Jatapu (1994) a été construite par le gouvernement sans que les Waiwai aient été consultés. Du fait de ce barrage, le fleuve est sec durant l'été, ce qui impacte les activités de pêche et la navigation.

Le projet de route BR-210 « Perimetral Norte » inquiète aujourd'hui la population waiwai. Les 410 km de son tracé, étudié sans consultation des communautés concernées, menacent de traverser plusieurs territoires indigènes. L'existence d'une telle route pourrait faciliter la déforestation au profit de l'agriculture industrielle ainsi que l'arrivée d'orpailleurs.

Réuni avec d'autres peuples voisins sur le territoire wayamu, le peuple waiwai a récemment édité un protocole de consultation afin de définir les étapes à respecter quand des projets impactent leur territoire¹⁹.

Les communautés travaillent également à la mise en place de Programmes de gestion territoriale et environnementale (PGTA), accompagnés par deux organismes partenaires pour l'élaboration de ces documents²⁰.

18 *Protocolo consulta Wayamu, 2020.*

19 « Après une réunion en plénière de présentation du projet par les autorités sur le territoire indigènes, des aller-retours seront effectués par les chefs de chaque communauté appelés « tuxaau » pour recueillir l'avis de la population avant que la décision finale ne soit prise en plénière où seront présents femmes, enfants, jeunes et personnes âgées. »

20 Le Conseil Indigène de Roraima (CIR) et l'Institut de recherche et de formation indigène (IEPE).

Plan du projet de la route BR 210. Cette route commencée en 1973 sous le régime militaire reliait le nord-est au nord-ouest, en passant au milieu de la forêt amazonienne crédit : Marion Bruère

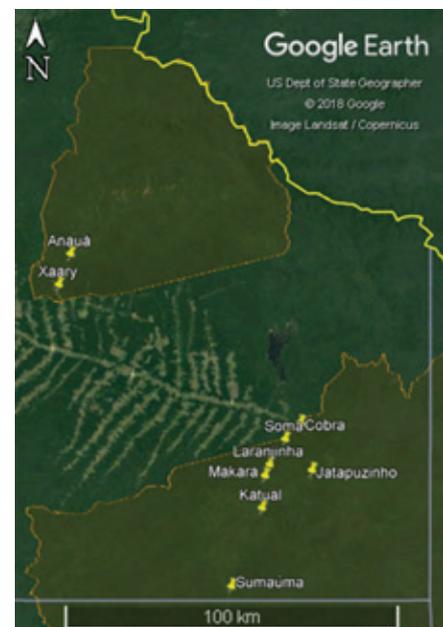
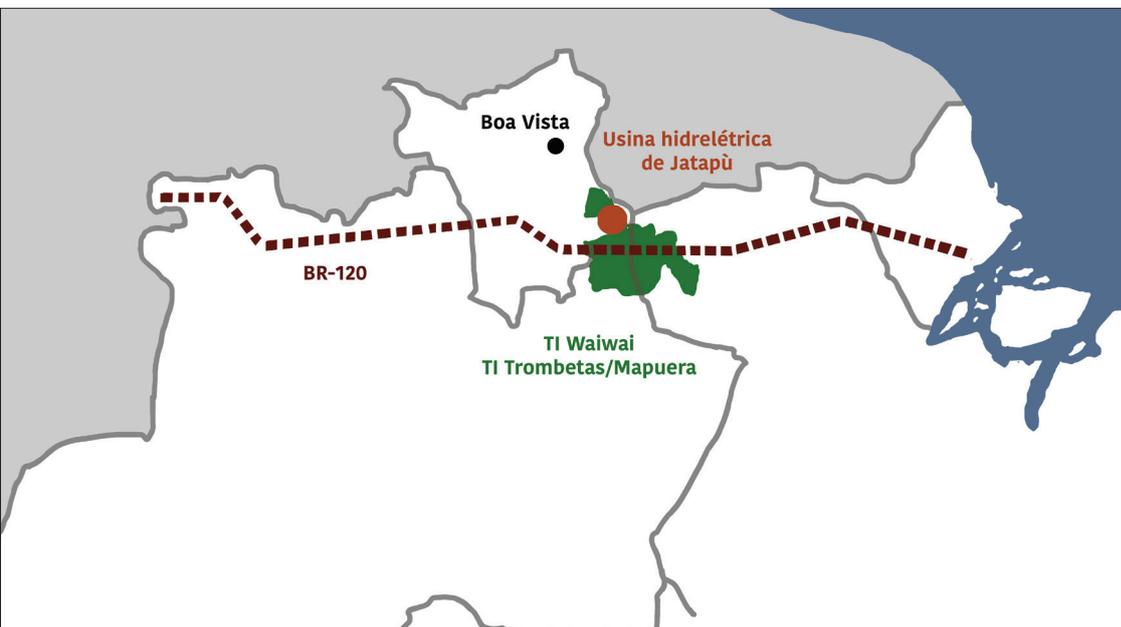


4. Transport traditionnel par canoë
photo Marion Bruère



5. Terres occupées par le bétail des éleveurs, à la limite des terres indigènes, avec des pâturages et des bananeraies
photo Marion Bruère

La déforestation visible par photo aérienne aux portes des TI Waiwai et TI Trombetas/Mapuera
crédit : Instituto Socio Ambiental



L'importance des structures d'animation locale dans la résolution des situations de crise

L'arrivée de la pandémie de Covid dans les territoires indigènes a réveillé les souvenirs des épidémies qui ont provoqué la disparition de centaines de peuples au cours de l'histoire. Aux côtés des associations indigènes, les organismes de soutien ont alors mis en place différentes actions. Il a été ainsi conseillé aux Waiwai de partir en forêt plus tôt dans l'année pour y commencer la récolte des noix, et de mettre en place une *cantina* stockant des produits d'épicerie dans l'entrepôt où est rassemblée ensuite la récolte de noix. Cet entrepôt a permis aux Waiwai de s'approvisionner, de livrer leur production et d'en recevoir la rémunération sans se rendre dans la ville de Boa Vista où le risque de contamination était élevé. De juillet à septembre 2020, plus de 150 personnes ont pu utiliser cette épicerie. Cette opération innovante et montée en urgence a été une réussite. La logistique pour l'approvisionnement et la gestion des stocks de l'épicerie et des ventes ont été assurées grâce aux relations solides entre l'ISA et les associations indigènes, et par un travail intense des Waiwai sur place. Début mars, l'ISA a reçu un prix de l'Union européenne pour son travail de protection des droits humains dans sa lutte contre l'épidémie du Covid auprès des peuples indigènes²¹.

La crise climatique touche aussi les peuples indigènes. Dans le cas du territoire de Rio Negro, des modifications dans les cycles annuels de culture et de pêche ont été observés²². Sur le territoire *xingu* au Sud de l'Amazonie, la pratique historique des *roças* est remise en cause du fait de la sécheresse, sans doute amplifiée par la déforestation²³. Aux côtés des peuples, les structures telles que l'ISA accompagnent des projets de recherche afin d'identifier les changements et d'imaginer de nouvelles manières de cultiver.

Similarités et apprentissages : quels enseignements pour nos territoires ?

Les stratégies visant la préservation de ces territoires amazoniens riches d'une diversité inestimable sont en fait proches de celles adoptées par certains territoires franciliens : protection du territoire, développement d'une économie durable fondée sur les ressources locales et implication des populations dans les politiques publiques afin de garantir une plus grande résilience des territoires et des populations en cas de crise.

Dans les deux contextes, une première phase du travail est de construire des argumentaires pour demander la protection des territoires, d'organiser des rendez-vous et des visites de terrain pour convaincre les acteurs institutionnels et politiques, et in fine d'inscrire ces protections dans la loi. Des actions de communication seront alors à prévoir auprès des différents usagers territoriaux avec par exemple des délimitations sur le terrain par des panneaux, puis la recherche d'acteurs institutionnels capables de les faire respecter, et enfin la mise à disposition de fonds pour que les acteurs des territoires puissent assurer cette surveillance.

Sur nos territoires agricoles franciliens, le développement d'une économie durable passe également par la promotion de produits locaux, impliquant la traçabilité de la chaîne productive et la transparence des pratiques de culture, comme le propose le réseau OrigenBrasil. L'entreprise Wickbold s'engage sur des prix sécurisant et encourageant les producteurs de noix. Ce faisant, elle assure leur maintien sur le territoire bien au-delà de leur rôle productif, ce qui est rarement le cas des grands acteurs des filières en France.

En France et au Brésil, l'implication des populations dans les politiques publiques se joue dans les textes de lois puis sur les territoires. Des politiques ascendantes comme les PGTA au Brésil ou les programmes européens LEADER promeuvent le même *empowerment*²⁴ des acteurs locaux pour décider des actions qui leur semblent nécessaires à mettre en œuvre.

Au-delà de ces axes stratégiques similaires, trois éléments de démarche pourraient être adoptés par nos territoires :

- Le concept socioambiental
- Le recours plus fréquent aux médias
- L'appui d'avocats dans les plaidoyers

Il serait essentiel que le concept socioambiental soit assimilé par les décideurs politiques et les aménageurs, afin qu'ils associent systématiquement aux projets les acteurs locaux qui connaissent par expérience le fonctionnement naturel des territoires.

21 Retrouver les actions humanitaires d'ISA

<https://www.socioambiental.org/pt-br/noticias-socioambientais/isa-vence-premio-de-direitos-humanos-da-uniao-europeia-por-combate-a-covid-19>

22 La jeunesse se mobilise pour alerter sur les changements climatiques <https://www.socioambiental.org/pt-br/noticias-socioambientais/antes-nao-era-assim-juventude-indigena-do-rio-negro-denuncia-impactos-das-mudancas-climaticas>

23 Court métrage réalisé sur le territoire Xingu. <https://vimeo.com/179228552>

24 Processus par lequel une personne ou une collectivité se libère d'un état de sujétion, acquiert la capacité d'user de la plénitude de ses droits, s'affranchit d'une dépendance d'ordre social, moral ou intellectuel.

Sur le plateau de Saclay, qui est un territoire marécageux, les préconisations des agriculteurs et acteurs associatifs concernant la gestion des eaux et du réseau de drainage n'ont pas été entendues. Les dégâts observés dans les premières constructions du nouveau campus ont fourni un récent contrexemple des pratiques à suivre.

Les actions de communication au niveau local, national et international sont fondamentales pour documenter et faire connaître les réalités des territoires aussi grands et éloignés soient-ils. Ainsi l'ISA travaille-t-il avec de nombreux journalistes qui ont appris à connaître les territoires et leurs peuples, ce qui leur permet de décrire efficacement la justesse des actions menées et d'alerter sur les menaces en cours. Les nécessaires actions de plaidoyer auprès des acteurs publics, de la société civile et du Ministère Public appellent la présence d'avocats au sein des équipes territoriales. Avec plus de 430 000 signatures, la campagne #ForaGarimpoForaCovid réclamant sur les réseaux sociaux que les chercheurs d'or soient chassés du territoire *yanomami* est un exemple de réussite. La pétition a été suivie d'une décision de la justice fédérale sanctionnant l'État d'une amende journalière d'un million de réals (environ 153 600 euros) en l'absence d'action pour déloger les orpailleurs du territoire *yanomami*.

Ces actions auprès du pouvoir législatif font l'objet d'un programme entier de l'ISA, le Programme de politique et de droit socioambiental, qui approche au plus près les décideurs politiques et défend au cas par cas les atteintes aux droits fondamentaux des peuples traditionnels du Brésil. A défaut de pouvoir s'appuyer sur le pouvoir exécutif, l'ISA agit au niveau des pouvoirs législatifs et judiciaires.

De la même façon, sur le plateau de Saclay, les agriculteurs et acteurs associatifs mènent-ils progressivement des actions juridiques conjointes. Une étude devrait être lancée prochainement pour identifier les moyens juridiques adéquats pour protéger le système hydraulique du territoire.

Chercher l'appui du pouvoir judiciaire serait une orientation nouvelle pour nos territoires, complémentaire des autres stratégies destinées à favoriser les transitions vers un développement durable et harmonieux des territoires. Ce type de recours pourrait venir compléter les principes et dispositions prônées par le collectif PAP²⁵.

Références

- Alton KRENAK, *Idées pour retarder la fin du monde*, Dehors, 2020
- Marcio SANTILLI, *Subvertendo a gramática e outras crônicas socioambientais*, Instituto Socioambiental, 2019
- Davi KOPENAWA, Bruce ALBERT, *La chute du ciel*, Plon, Terre Humaine, 2010
- Fany Pantaleoni RICARDO, Majóí Fávero GONGORA, *Cercos e resistência : povos indígenas isolados na amazonia brasileira*, éditions Instituto Socioambiental, 2019
- Claudia ANDUJAR, Exposition *La lutte Yanomami*, Fondation Cartier, Paris, 2020
- Luiz BOLOGNESI, Film « *A ultima floresta* » avec Davi Kopenawa
- Cao HAMBERGER, Film « *Xingu* », 2012

²⁵ Cinq principes définissent les démarches paysagères selon le collectif Paysage de l'après-Pétrole : Partir des ressources naturelles et humaines locales - Imaginer des aménagements qui répondent à plusieurs fonctions - Croiser les regards afin de formuler une vision d'ensemble - Impliquer les habitants dans l'élaboration des projets - Travailler à la beauté du territoire et du cadre de vie.